

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 18 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN

agence Eurovia de ROYAN
41 rue André-Marie Ampère
17200 ROYAN

Références : 0003102997/2026/95

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN implanté fief de champtier 17600 Saint-Romain-de-Benet. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN
- fief de champtier 17600 Saint-Romain-de-Benet
- Code AIOT : 0003102997
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets inertes d'Eurovia Poitou-Charentes-Limousin, dont le siège social est situé 81 avenue John Kennedy à Limoges (87000), est autorisée par arrêté préfectoral du 28 février 2018 pour une durée de 11 ans (incluant la remise en état du site). Elle est située au lieu-dit « Fief de Champtier » parcelles n° 279 et 280, section D. La capacité totale autorisée est de 70 200 m³ avec un apport annuel moyen de 6 500 m³ et un apport maximal annuel de 15 000 m³.

L'installation n'est utilisée que pour les besoins de l'agence Eurovia de Royan et aucun particulier n'y a accès.

Les apports depuis l'ouverture de l'ISDI ont été inférieurs aux prévisions. Une prolongation de l'activité est envisagée.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspections du 29/10/2019	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 30 et 31	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	TRACKDECHETS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments)	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet
3	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18	Sans objet
4	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- Compléter et tenir à jour un registre chronologique de la réception et du traitement des déchets ;
- Transmettre à l'inspection, par voie dématérialisée, le registre complété à compter de janvier 2026 ;
- Assurer la compatibilité du registre avec les exigences de téléversement mensuel sur Trackdéchets ;
- Procéder à la télédéclaration mensuelle au registre national de l'ensemble des lots de terres excavées et sédiments entrants (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 et 20 02 02), conformément à l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Déclarer son établissement secondaire auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent, conformément à l'article R.123-40 du Code de commerce.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspections du 29/10/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 30 et 31
Thème(s) : Suites inspections du 29/10/2019
Prescription contrôlée : article 30 => L'exploitant devra transmettre la dernière analyse réalisée. Par ailleurs, il veillera à interpréter les résultats et à les comparer aux valeurs limites. L'exploitant expliquera le dépassement du paramètre « sulfates ». article 31 => L'exploitant n'a pas télédéclaré les déchets admis dans son installation pour l'année 2018.
Constats : article 30 => Par courrier en date du 12 décembre 2019, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses réalisées par le laboratoire Auréa à partir des prélèvements effectués le 24 octobre 2019 sur les piézomètres du site. Dans son courrier d'accompagnement, l'exploitant indique un retour à des valeurs habituelles en sulfates. Toutefois, le document transmis ne comporte pas de comparaison explicite des résultats obtenus avec les valeurs limites fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du Code de la santé publique, conformément au point 2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2018. Par ailleurs, l'examen du tableau de suivi des piézomètres transmis postérieurement à cette inspection met en évidence un second pic de concentration en sulfates, atteignant 310 mg/l en mars 2021. Depuis cet épisode, les concentrations mesurées sont demeurées inférieures à la valeur seuil de 250 mg/l.

<p>article 31 => L'exploitant dispose d'un compte GEREPI lui permettant d'effectuer ses télédéclarations annuelles avant le 31 mars de l'année N+1. Les tonnages déclarés s'élèvent à 6 000 tonnes pour l'année 2021, 8 360 tonnes pour 2022 et 12 600 tonnes pour 2023. En revanche, aucune déclaration n'a été effectuée au titre de l'année 2024. Le responsable de l'agence a indiqué qu'aucun déchet inerte n'a été accueilli sur l'ISDI en 2024. Toutefois, même en l'absence d'activité, une déclaration annuelle devait être réalisée sur GEREPI afin de mentionner explicitement l'absence d'apports.</p> <p>À la fin de l'année 2023, la capacité résiduelle du site était estimée à 49 200 m³, soit environ 79 000 tonnes.</p> <p>Dans sa déclaration au titre de l'année 2025 effectuée le 10 février 2026, l'exploitant a ajouté un commentaire précisant l'absence d'activité en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, dès réception, le rapport d'analyse des prélèvements sur les piézomètres du premier semestre 2026 avec le tableau de suivi et ses commentaires en cas de dépassement. Le rapport doit faire apparaître les valeurs limites à respecter.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Règles d'exploitation du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès routier depuis le domaine public s'effectue par un chemin de terre. Un portail fermé par une chaîne avec cadenas empêche le libre accès.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Brûlage
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
Constats : Il n'a pas été observé de traces de brûlage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : Le panneau est en place à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :<ul style="list-style-type: none">- la date de réception ;b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :**
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :**
- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le registre n'a pas pu être présenté. L'exploitant a indiqué que la mise à jour du registre pour répondre notamment aux prescriptions susvisées permettant un téléversement sur Trackdéchet était opérationnelle depuis début 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit tenir à jour son registre chronologique de la réception et du traitement des déchets et sous 1 mois transmettre à l'inspection la version dématérialisée du registre complété depuis le début de l'année 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : TRACKDECHETS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.541-43-1
Thème(s) : Situation administrative, Télédéclaration TRACKDECHETS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes [...] traitant des terres excavées et sédiments, [...] Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne déclare pas les terres excavées et sédiments au RNDTS.</p> <p>Les installations classées soumises à enregistrement comme les ISDI sont concernées par cette déclaration au RNDTS intégré depuis mai 2025 à Trackdéchets. Toutes les terres excavées (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) acceptées sur le site doivent être déclarées sur Trackdéchets.</p> <p>Pour pouvoir déclarer, l'exploitant doit tenir le registre prescrit par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Ce registre n'est pas tenu.</p> <p><u>Numéro de SIRET</u></p> <p>L'ISDI ne dispose pas de numéro de SIRET. Elle est enregistrée sur le même numéro que celui d'EUROVIA ROYAN : 412 395 709 00 113. Les déchets réceptionnés et sortants des différents sites d'EUROVIA ROYAN à Saint-Romain-de-Benet ne peuvent pas être différenciés dans les déclarations ministérielles (TRACKDECHETS notamment).</p> <p>Le site est un établissement secondaire de l'entreprise EUROVIA qui doit disposer d'un numéro de SIRET spécifique attribué par l'INSEE.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - télédéclarer mensuellement au registre national tous les lots de terres excavées et sédiments entrants (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) à compter du 1^{er} janvier 2026, afin de se mettre en conformité avec l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement. - attester de l'engagement des démarches nécessaires à la déclaration de son établissement secondaire auprès du Centre de formalités des entreprises (CFE) compétent, conformément à l'article R.123-40 du Code de commerce et transmettre à l'inspection le numéro de SIRET du site dès qu'il sera connu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois